

Par : Louis Clapin (Démocratie Ouverte)

Date : 29 mars, 2013

Pour : La consultation générale ainsi que les auditions publiques sur le rapport quinquennal de la Commission d'accès à l'information : Technologies et vie privée à l'heure des choix de société **VERSION RÉVISÉE**

Québec Ouvert

En premier lieu, j'appuie totalement le mémoire de Québec Ouvert concernant les données ouvertes.

<http://quebecouvert.org/data/uploads/memoire-pour-la-commission-daccess-a-linformation.pdf>

« Le but ultime du mouvement des données ouvertes est de transformer notre gouvernement fermé par défaut à un gouvernement ouvert par défaut. Avec la création de plus en plus d'informations par le gouvernement, il devient essentiel de mettre en place une politique de données ouvertes qui s'applique à toutes les instances du gouvernement pour améliorer l'efficacité de l'accès à l'information par les citoyens et entreprises. »

Introduction

La pierre angulaire d'un gouvernement ouvert est de veiller à améliorer l'accès des Québécois à l'information publique. Donc, rendre accessibles les données est une chose mais il faut que ces données soient compréhensibles pour le citoyen moyen. Les ressources naturelles, les ressources économiques et les ressources humaines sont trois types de ressources très vastes et très complexes à la fois. Si l'ensemble de données non nominatives concernant ces ressources pouvait être rendu public de façon ouvertes et permanentes, il faudrait encourager les initiatives pour les rendre facilement compréhensibles et manipulables pour le commun des mortels. Elles pourraient être transformées par la suite sous forme de cartes géographiques, de diagrammes, de graphiques ou de plate-forme, etc. Le tout étant le plus interactif possible.

Général

Pourquoi viser une démocratie ouverte au Québec ?

- Afficher plus de transparence dans le service donné au public
- Rendre publique les données détenues par les gouvernements, institutions et entreprises à capitaux ou contrats publics (tant que ces données ne sont pas confidentielles ou personnelles)
- Développer et stimuler les services de géolocalisation et de géomatique

- Appliquer un système d'appel offre ouvert avec la possibilité d'organisation de "concours" ou "défi" ouvert pour les entreprises et citoyens
- Atténuer le cynisme politique (particulièrement chez la jeunesse)
- Stimuler la participation citoyenne au débat public par le numérique, sans égard à ses moyens techniques et impliquer la société civile (ex. Démocratie Ouverte, Institut de la Gouvernance Numérique, Québec Ouvert, Nord Ouvert, etc.) dans la recherche de solution

De quoi le Québec a-t-il besoin pour devenir un leader dans le domaine ?

- Un leadership fort venant des plus hautes sphères politiques (du poste de PM jusqu'aux hauts fonctionnaires)
- Une stratégie claire pour garantir une réutilisation facile des données (données ouvertes, service web ouvert, API, indexation des données)
- Catalyser les forces émergentes citoyennes vers l'innovation ouverte et se placer en situation compétitive avantageuse dans le domaine des TI
- Une divulgation proactive obligatoire des données ouvertes avec des objectifs précis par ministères/organisme
- Le développement de nouveaux outils de collaboration conjoint (ex. Parlement et Citoyen) pour favoriser la coopération entre la société civile (ex. Démocratie Ouverte, Institut de la Gouvernance Numérique, Québec Ouvert, Nord Ouvert, etc.), l'administration publique, les entreprises privées, le milieu universitaire, les citoyens, etc.

Les valeurs du numérique

Démocratie Ouverte a recensé sept valeurs du numérique

- Le **partage** (d'informations, d'idées, de contenus,...),
- La **liberté** (avec notamment les logiciels libres, la gratuité et l'échange plutôt que l'achat, l'effacement des frontières...),
- La **mise en capacité d'action** (beaucoup d'informations, de données et d'actions deviennent accessibles rapidement et facilement pour un grand nombre de personnes),
- La **transparence** (on le voit par exemple avec le mouvement de l'[OpenData](#)),

- Les modèles **collaboratifs** et le "faire ensemble" (par exemple dans la rédaction sur [Wikipedia](#) ou dans la conception de logiciels [OpenSource](#)),
- La **participation** (sur les réseaux sociaux, dans les commentaires, sur des plateformes de mobilisation comme [Avaaz...](#)),
- La **transversalité** et l'**horizontalité** (l'échange et la production de pair à pair, les organisations en réseau...).

Je mentionne toutes ces valeurs car elles sont toutes interreliées. Les finalités du numérique tendent vers la transparence, la collaboration, la participation tandis que les finalités du système actuel tendent plus vers le secret, la compétition.

Bien qu'il n'y ait pas qu'une seule bonne façon de faire, il y a toujours de meilleures pratiques que d'autres. Le gouvernement, les organismes, les coopératives et même les entreprises pourraient collaborer pour adopter les meilleures pratiques possibles. Plus les données seront ouvertes, intelligibles et manipulables, plus les chances d'avoir les meilleures pratiques pourront être atteintes.

Recommandations de personnes politiques

J'ai aussi trouvé quelques éléments que différents partis ont soulevés.

Amir Khadir de QS a notamment soulevé quatre paramètres pouvant être plus accessibles au niveau de l'industrie minière. Il s'agit de:

- les tonnages extraits
- les produits déversés
- le niveau des redevances payées
- l'ampleur des profits réalisés en incluant les profits délocalisés par le « transfer pricing »

<http://www.quebecsolidaire.net/forum-sur-les-redevances-minieres-quebec-solidaire-demande-a-lindustrie-miniére-douvrir-ses-livres/>

Et je rajouterais les différents produits dérivés de ces ressources naturelles.

Toutes ces données et plus pourraient être ouvertes et les entreprises minières pourraient être géolocalisées. Nous aurions une carte géographique assez étoffée et nous pourrions la rendre le plus simple d'approche pour que les citoyens puissent interagir avec ces nouveaux outils.

Il y a Philippe Couillard du PLQ a écrit dans un communiqué:

“Je propose de divulguer de manière proactive des renseignements gouvernementaux via le web. Les citoyens pourraient ainsi consulter les dépenses en temps réel, notamment les frais de voyage et d'accueil, les subventions accordées, les coûts des conférences et des formations. De plus, des tableaux de bord interactifs permettraient de suivre l'évolution des échéanciers et des budgets alloués aux projets gouvernementaux.”

Et quatre autres points plus techniques ont été suscités dans ce communiqué.

- Qu'un portrait financier, produit par un tiers indépendant du gouvernement, soit déposé à l'Assemblée nationale avant le déclenchement d'une élection générale
- Que l'accès aux renseignements demandés par les partis d'opposition soit facilité
- Que l'exercice des crédits budgétaires, en collaboration avec les élus de l'Assemblée nationale, soit revu dans le but d'en faire un véritable forum de reddition de comptes pour les ministères et les organismes
- Que les partis d'opposition aient, de manière plus formelle, accès à des sessions de renseignements relatives au contenu des projets de loi présentés par un gouvernement, avant son étude détaillée en commission parlementaire. L'administration publique pourra ainsi répondre aux questions soulevées par les parlementaires et ceux-ci seront mieux préparés à légiférer.

<http://philippecouillard.ca/fr/ouvert>

Les deux ont abordé des points au niveau soit des ressources naturelles ou des ressources financières. Je crois que ces deux éléments seront les plus difficiles à rendre plus transparents et qu'il faut un grand courage politique pour s'y attaquer.

Philippe Couillard met aussi l'accent sur ces éléments: l'interactivité, le temps réel et le dynamisme. Pour un domaine aussi complexe que la finance, il faudrait peut-être un nouveau genre de plate-forme permettant aux citoyens de suivre en temps réel et de façon claire l'évolution des finances de la province. Les citoyens pourraient ensuite commenter, voter, partager, etc. Il pourrait peut-être y avoir une plate-forme semblable au niveau des ressources naturelles.

L'idée est de donner les outils aux citoyens moyens leur permettant d'avoir plus d'influence décisionnel et les rendre à la fois plus responsables de leur destinée.

Par exemple le budget et la mortalité

Au niveau du budget, il faudrait qu'il y ait plus d'ouverture et qu'il soit mis à jour quotidiennement et à perpétuité autant au niveau des dépenses que des revenus, consultables sous plusieurs formes (par organigrammes, par catégories, par graphiques, etc.) facilement compréhensibles pour le citoyen moyen et que ces données soient accessibles 24/7.

L'année dernière, le Journal de Montréal a publié un graphique assez complet des dépenses du gouvernement.

<http://www.journaldemontreal.com/affichebudget>

Cependant, je crois que rien n'a été fait au niveau des revenus et cette année, rien n'a été fait du tout. Donc, les initiatives restent sporadiques et nous sommes à la merci de ce que la presse peut nous offrir.

Cette année, nous avons droit à un graphique sur la mortalité. C'est très bien mais ces données aussi devraient être mises à jour quotidiennement et à perpétuité, consultables sous plusieurs formes (par organigrammes, par catégories, par graphiques, etc.) facilement compréhensibles pour le citoyen moyen et que ces données soient accessibles de façon permanente.

À propos de la Démocratie Ouverte

La démocratie ouverte est un système de gouvernance et un mode d'organisation démocratique de la société fondé sur les principes de transparence, de participation et de collaboration. Une démocratie ouverte implique chaque partie prenante dans les décisions et la mise en œuvre des politiques publiques. Elle permet d'améliorer l'efficacité et la responsabilité des organisations (gouvernements, collectivités, entreprises, syndicats, institutions, association, etc.)

Louis Clapin aidé par Nicolas Gignac
Démocratie Ouverte